



*Appel à communications*

## **Forum des Economistes Tunisiens 2011**

*Congrès annuel de l'ASECTU*

### **VII<sup>ème</sup> Colloque international**

**6 - 8 juin 2011**

**Hammanet (Tunisie)**

## **Crise, gouvernance et ordre économique mondial**

*En partenariat avec le laboratoire de recherche de l'Université Tunis El Manar*



Les pays du G20 affichent leur volonté de réguler la finance internationale pour limiter les risques de dérapages financiers et surtout pour épargner l'économie mondiale une nouvelle crise. Malheureusement, les régulations tardent à se mettre en place. La thérapie financière s'est montrée insuffisante pour restaurer la confiance. Une meilleure régulation nécessite une nouvelle gouvernance.

Le débat sur la gestion de la crise doit-il privilégier la dimension monétaire et financière de la crise et éluder ses causes structurelles et son aspect multidimensionnel ? Pour certains, la crise coïnciderait à une phase de consolidation de la sphère financière. Ses origines sont à rechercher dans le déficit de réglementation et la complexité des innovations financières, répliquent d'autres. Faut-il incriminer la finance moderne et ses dérapages gangrénant pour la stabilité financière internationale, ou au

contraire, l'orientation des politiques économiques dans les pays industrialisés depuis le début des années quatre-vingt qui entretenait la polarisation des richesses et des revenus et la montée des déséquilibres (financier, économique, social et environnemental) ?

Les économies industrialisées subissent les effets de la crise des *subprimes* par le canal financier, alors que dans les économies en développement, les effets sont indirects et transitent, entre autres, par le commerce extérieur et les budgets nationaux. La crise financière a affecté le niveau du commerce international et elle a fortement tari les sources de financements externes (prêts et dons). D'une part, la récession dans les pays industrialisés a réduit la capacité des pays en développement à écouler leurs productions manufacturières sur ces marchés. D'autre part, la crise récente s'accompagne d'une baisse des prix des matières premières qui représentent l'essentiel des exportations de pays les plus pauvres. Au total, de nouvelles crises des balances de paiements dans les pays en développement risquent de surgir avec leur cortège de chômage et de pauvreté.

Certes, la crise actuelle a boosté la réflexion sur « la nouvelle architecture financière internationale », mais les recommandations qui en découlent des différents G20 restent en deçà des espérances. Devant le pouvoir grandissant accaparé par les nouveaux acteurs de la finance mondiale (Fonds de pensions, *Hedges funds*, fonds souverains, fonds de *private equity*, ..) la marche vers la bonne gouvernance mondiale impose l'instauration de contre-pouvoirs dans le système financier, une responsabilisation des Etats et surtout une redéfinition du rôle des instances de régulation et de supervision (FMI, BRI, ..) De même au niveau national, pour mettre la finance au service de l'économie réelle, au service de l'Homme, au service de la Nature et déloger le chômage, la pauvreté et la dégradation de l'écosystème, l'Etat doit se faire gendarme, mais aussi boussole.

### ***OBJECTIFS VISES PAR LE COLLOQUE***

1. Comprendre les grandes mutations de l'économie mondiale et leurs implications, plus particulièrement, sur la région du Maghreb.
2. Identifier les mécanismes de transmission des chocs financiers vers l'économie réelle
3. Appréhender l'aspect multidimensionnel de la crise actuelle
4. Evaluer la portée des politiques et des différents projets de sortie de crise
5. Repenser un nouvel ordre économique mondial ayant pour toile de fond le respect de l'Homme et de la Nature.

### ***QUELQUES THEMES PROPOSES***

1. Une crise multidimensionnelle : crise financière – crise économique - crise environnementale – crise alimentaire
2. Croissance, commerce et emploi
3. Dynamisme financier et commerce international
4. Crise de dette souveraine et ses implications économiques, sociales et culturelles.
5. Pauvreté, vulnérabilité sociale et crise financière.
6. Croissance et inégalité
7. Gouvernance des institutions financières internationales : état des lieux et pistes de réforme
8. Bonne gouvernance et respect des normes sociales : substitution ou complémentarité ?
9. Un nouvel ordre économique mondial : quelles conditions de réussite ?

### ***QUELQUES DATES À RETENIR***

- **15 décembre 2010** : proposition de communication d'une page, accompagnée d'une biographie de cinq lignes.
- **30 décembre 2010** : Réponse du comité scientifique
- **31 mars 2011** : Envoi des textes.
- **6-7-8 juin 2011** : Tenue du VIIème colloque international et de la Vème Ecole doctorale à Hammamet (Tunisie)

Parallèlement à ce colloque, la cinquième Ecole doctorale sera organisée. L'objectif de l'école doctorale est de permettre des échanges scientifiques et intellectuels, entre les doctorants eux même et avec les professeurs des universités. Elle permet aussi, d'apporter une ouverture internationale, pour les chercheurs des pays du Sud, notamment dans le cadre d'actions de coopération conduites avec des Établissements d'Enseignement Supérieur ou Centres de recherche, en particulier par la promotion des cotutelles de thèses. Elle se déroulera sous la forme 1) d'ateliers de formation et 2) de présentation des travaux de thèse sur le sujet choisi par le doctorant.

- **4 avril 2011** : Envoi des projets des thèses (pour les doctorants).
- **20 avril 2011**: Réponse du comité scientifique

### ***POUR TOUTE INFORMATION***

- **Consulter notre site** : <http://asectu.org/>
- **Contact** : [asectu2011@gmail.com](mailto:asectu2011@gmail.com)